

Chers Taussacoises et Taussacois

C'est avec un grand plaisir que je me tiens devant vous ce soir, en ce début d'année 2026, entouré des membres du Conseil Municipal.

Je tiens à remercier particulièrement : Stéphanie GALZY, notre députée qui nous fait l'honneur de sa présence à cette cérémonie des vœux, Mon ami Guillaume DALERY, Maire de Lamalou les Bains, Bernard FARENQ correspondant du journal Midi Libre, les représentants de la brigade de gendarmerie de Bédarieux, des sapeurs-pompiers de Lamalou les Bains, de l'Agence Départementale des Routes ainsi que les Présidents d'associations.

Je dois excuser P. Mathieu, Président de la Communauté de communes retenu par ailleurs.

Permettez-moi de commencer en exprimant ma gratitude envers vous tous pour votre engagement, votre solidarité et votre attachement à notre commune.

C'est grâce à vous tous que nous avançons malgré les difficultés mais avec confiance et détermination.

L'année 2025 est terminée depuis quelques jours, toujours dans une situation politique qui n'est pas idéale, la guerre sévit toujours aux portes de l'Europe, des expressions de haine et d'agressivité sont fréquentes dans notre pays ainsi que de multiples remises en cause de nos institutions et de notre démocratie, le tout lié à un climat politique national pour le moins perturbant.

Tout cela traduit le mal être de notre République et un avenir que nous avons du mal à envisager.

Je veux avoir une pensée pour tous ceux qui ont souffert durant cette année, qui ont connu la maladie, qui ont été dans la peine par la perte d'un être cher.

Je souhaite également la bienvenue à celles et ceux qui ont choisi de venir récemment vivre dans notre belle commune.

Cette traditionnelle cérémonie des vœux permet de nous retrouver pour ce moment chaleureux et convivial que nous apprécions tous.

Elle permet aussi d'exprimer notre gratitude aux forces vives de nos villages, à la gendarmerie nationale et aux sapeurs-pompiers dans leurs missions de sécurité et de secours.

L'occasion aussi de remercier mes adjoints et l'ensemble du Conseil Municipal pour leur collaboration et leur aide précieuse durant ce mandat. Sans eux, rien ne serait possible.

Également de remercier les agents communaux qui assurent leur mission avec professionnalisme et dévouement. Ils sont disponibles auprès de la population et des élus pour le bon fonctionnement de notre collectivité.

Particulièrement Agnès, notre secrétaire, arrivée sans expérience pour cette fonction il y a près de 6 ans maintenant, à la fin du confinement et qui termine ce mandat avec nous.

Elle a fait preuve d'une détermination et d'une volonté incroyable pour s'informer et se former à ce métier qui demande une extrême polyvalence.

Grace à son implication, elle a su relever tous les défis qui se sont présentés et aujourd'hui, elle est devenue un pilier essentiel de notre équipe municipale, toujours prête à soutenir et à servir notre communauté avec professionnalisme et bienveillance, merci Agnès.

Je salue également l'engagement de nos associations et de leurs bénévoles, particulièrement celles qui participent à l'animation de nos villages.

Toutes favorisent le bien vivre ensemble qui fait tellement défaut actuellement dans notre pays.

L'exercice 2025 n'est pas arrêté comptablement à ce jour mais les premiers indicateurs laissent augurer un résultat correct, ces premiers signes témoignent de la rigueur de notre gestion et de notre capacité à maintenir un équilibre financier malgré les défis rencontrés.

L'année qui s'est achevée a été riche en efforts et en réalisations concrètes. Nous avons réussi à mener à bien plusieurs projets importants qui ont permis d'améliorer la qualité de vie dans notre commune sans altérer nos finances ni augmenter les taux d'imposition :

Nous avons réalisé tous les investissements prévus dans notre plan d'action 2025 hormis les travaux liés à la mise en conformité et en sécurité de nos 4 sources qui pour des raisons indépendantes de notre volonté sont repoussés en 2026.

Durant l'année 2025 la commune a investi près de 500 000 €
Je citerai seulement les principales réalisations :

- la création de la station d'épuration des eaux usées de La Sesquièrre
- la modernisation de la station des eaux usées de Maurian
- la pose de stabilisateurs de pression et de vanne de régulation automatique à La Sesquièrre et à La Billière.
- la réfection totale de la rue du Nord et de la place de La Billière
- la dernière tranche de la modernisation de l'éclairage public, tous les points lumineux de la commune sont aujourd'hui équipés en LED.
- la pose de 2 poteaux incendie à La Bourbouille et au Cros

Je tiens à remercier celles et ceux qui ont contribué à ces succès : élus, entreprises, financeurs.

Cependant, il faut aussi reconnaître que cette année a été marquée par des difficultés. La situation nationale n'est pas idéale, la politique du pays demeure défavorable à nos ambitions avec une raréfaction des subventions de la part de tous les financeurs habituels, notamment le département, ce qui limite nos marges de manœuvre et freine la réalisation des projets.

Une grande commune peut continuer à investir sans subventions, une petite commune comme la nôtre en est incapable, il faut que les décideurs en soient conscients.

La proximité avec la prochaine élection municipale m'interdit d'évoquer les projets 2026, aussi je vais vous parler d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur : la ruralité. Cette ruralité de plus en plus négligée et menacée, elle est très souvent laissée pour compte. La France à deux vitesses est de plus en plus d'actualité, nous le constatons presque tous les jours. Il est temps d'agir pour préserver nos territoires ruraux et les faire vivre.

Depuis toujours le monde rural a été le poumon de notre pays apportant ses richesses, notamment ses ressources en eau, ses espaces boisés, son agriculture, sa diversité et son savoir-faire.

Pourtant, nombreux sont aujourd'hui les maires qui ressentent une profonde sensation d'abandon, comme si leur voix ne parvenait plus jusqu'aux hautes sphères de l'administration parisienne.

Ce sentiment d'oubli, d'isolement et de marginalisation soulève des questions essentielles sur l'attention portée à nos territoires, à leurs habitants et à leur avenir.

Ce malaise, cette sensation d'oubli, ne peuvent plus être ignorés, il est temps d'en parler, de nous écouter et d'agir.

Je vais évoquer quelques exemples vécus pour illustrer mes propos :

Dans le projet de loi de finances pour 2026, le gouvernement envisageait de fusionner la DETR, seule subvention de l'Etat vers les communes rurales, avec un Fonds d'Investissement Territorial, le FIT. Le mot « Rural » disparaissait et l'urbain se serait taillé à coup sûr la part du prince.

Cette fusion aurait entraîné des risques majeurs, notamment celui d'affaiblir la capacité d'investissement des communes rurales et la remise en cause d'un outil spécifiquement conçu pour leurs projets.

Cet article a été heureusement supprimé mais il faut rester vigilant, cela reviendra certainement sur le tapis ultérieurement

Tout en annonçant une décentralisation demain, on continue à recentraliser aujourd'hui les finances locales avec toujours plus de ponctions sur nos budgets pour alimenter les dépenses d'un état qui ne se réforme pas.

Un Etat qui baisse les compensations fiscales qu'il a mis en place afin de pouvoir maîtriser ses concours ...

Et toujours cette iniquité scandaleuse entre communes de même strate sur le montant de DGF et dont on sent la gêne à l'expliquer quand on interroge l'administration ainsi que l'absence de volonté politique pour la réformer.

Ces mesures ne constituent pas des économies mais des prélèvements et ne règlent pas l'endettement catastrophique du pays.

Contrairement à cet état dépensier, nous sommes sans cesse contraints de trouver des compromis par obligation parce que nous, nous sommes obligés de présenter un budget de fonctionnement en équilibre, et par volonté parce que nous aimons nos villages et leurs habitants. Les maires ruraux sont les MacGyver de la démocratie, au contact direct des habitants, ils doivent en permanence trouver des solutions avec peu de moyens.

La réglementation de plus en plus contraignante nous impose des impératifs administratifs lourds, qui freinent souvent nos initiatives et ralentissent la réalisation de nos projets.

Ce qui n'est pas le cas des communes urbaines qui disposent de toute l'ingénierie nécessaire pour cela.

Autre contrariété, en plein été 2025, la Poste a décidé de supprimer la relève de 2 boîtes jaunes du courrier sur notre commune, à Maurian et aux Cambous, sans aucune information ni concertation préalable alors que le facteur continue de s'arrêter 6 jours sur 7 devant, c'était incompréhensible et illogique et encore une fois une discrimination pour le monde rural.

Notre ténacité a été récompensée et le bon sens a gagné cette fois.

Je veux remercier publiquement Stéphanie GALZY, notre députée, qui m'a bien aidé sur cette affaire.

Encore plus récemment, fin octobre, la tempête a mis au sol un poteau qui portait des câbles électriques et une lampe d'éclairage public à l'Horte.

Photos à l'appui, les démarches ont été faites auprès d'Enedis, entreprise qui a une mission de service public, je le rappelle.

Deux mois et demi sont passés, les câbles et le poteau sont toujours au sol juste entourés d'une rubalise où est écrit « danger de mort ».

J'ai harcelé les services de dépannage en décembre ainsi que l'interlocuteur d'Enedis auprès des communes et miracle j'ai eu une réponse le 29 décembre.

Je vous la cite : « une visite de terrain est programmée le 14 janvier afin d'établir la mesure de la réparation qui viendra par la suite » fin de citation.

Et pour conclure le courrier on me remercie de ma compréhension. C'est inacceptable, on se moque de nous.

Pensez-vous que cette situation aurait connu la même issue à Montpellier ou sur le littoral ?

Un autre exemple où le milieu rural est malmené : au début du mandat, je me suis aperçu que la longueur de la voirie communale retenue pour calculer une partie de la DSR était d'un peu plus de 3 km ce qui me semblait très en deçà de la réalité et donc pénalisait la commune financièrement.

Avec le Conseil Municipal, nous avons décidé de reprendre le relevé des rues, places et chemins communaux qui datait de plus de 50 ans en confiant cette opération à un géomètre expert une obligation pour être en conformité avec la réglementation.

Une classification officielle, détaillée par catégorie de voie a été effectuée et cartographiée par l'homme de l'art et il a été retenu un peu plus de 33 km de voirie éligible pour notre commune. Coût de l'opération 9000 € mais le retour sur investissement devait être rapide.

Envoi du dossier à la préfecture pour validation qui nous informe plusieurs mois après que notre demande n'est pas recevable, le mode de calcul changeant en 2026.

Désormais, place au regard satellitaire de l'IGN qui décide à distance ce qui mérite ou non d'exister.

Résultat : dans les communes rurales, les kilomètres de voirie fondent comme neige au soleil et avec, plusieurs milliers d'euros de dotation.

Nous passerons de 33 à 9 km, tout en continuant à en entretenir 33.

Introduite en catimini, sans concertation ni explication, cette réforme qui ne retient que les voies bitumées, ressemble fort

à une prime au goudronnage.

Un paradoxe à l'heure où l'on prêche la désimperméabilisations, la sobriété foncière et la gestion durable des chemins communaux.

Et encore une fois une mesure discriminatoire pour le milieu rural qui compte bien moins de voies bitumées que le secteur urbain, c'est bien connu.

Hormis l'association des maires ruraux, je n'ai pas entendu de fortes revendications sur le sujet.

Dans les bureaux climatisés de Paris et de Bruxelles, les technocrates jouent à sauver la planète.

Pendant ce temps, dans nos campagnes les maires étouffent, les communes meurent et les français encaissent le choc d'un énième délire bureaucratique : le Zéro Artificialisation Nette, connu sous l'abréviation ZAN, dont je vous parle depuis 2 ou 3 ans.

C'est un cauchemar rural le ZAN, cela veut dire interdire presque toute construction neuve dans les villages pour préserver les sols et sauver la biodiversité.

Derrière cette lubie écolo-bobo, pensée dans les couloirs du ministère de la transition écologique, c'est encore une fois le rural qu'on sacrifie.

Plus de maisons pour les jeunes couples, plus de zones pour nos artisans, plus de lotissement, plus d'infrastructures pour moderniser.

Tout doit se concentrer en ville, tout doit se densifier, tout doit se réhabiliter. Les campagnes deviennent la variable d'ajustement de l'idéologie verte.

Pendant que Paris et les métropoles s'étalent, bétonnent leurs abords et subventionnent les pistes cyclables, les campagnes, elles, sont sommées de se figer.

On organise la mort lente des villages pour une fuite accélérée vers les villes et l'explosion des inégalités territoriales.

Tout cela au nom d'une écologie hors sol, portée par une élite qui vit très bien à Paris ou Bruxelles mais qui méprise les réalités rurales.

En plus de tout cela, les maires ruraux sont sommés d'appliquer des normes kafkaïennes, de gérer la colère des administrés et de maintenir en vie des communes étranglées par l'administration d'Etat (DDTM) qui a par exemple établi la cartographie des zones feu de forêt parfois fantaisistes ou d'inondation où un simple fossé d'écoulement des eaux de pluies est considéré comme une rivière dangereuse, et tout ceci sans aucune concertation ni déplacement sur le terrain.

Il faut stopper cette machine à détruire, le ZAN n'est pas une avancée, c'est une folie bureaucratique, oui il faut limiter l'étalement urbain mais pas au prix de l'asphyxie des campagnes, pas en interdisant aux jeunes de s'installer, aux artisans de travailler et aux villages de vivre.

Le Sénat a proposé d'assouplir cette aberration mais rien n'a changé pour le moment dans les directives.

Il faut aller plus loin, il faut libérer les communes, alléger les contraintes, faire confiance aux élus locaux.

Sinon, demain, il ne restera plus que des musées à ciel ouvert et des friches.

Dans ce monde en perpétuelle évolution où la menace guerrière est palpable, la France a besoin de stabilité et de visibilité.

Notre ruralité a besoin de solidarité et d'engagement pour notre jeunesse comme pour nos aînés.

Ce n'est pas à grands coups d'annonces médiatiques du style « villages d'avenir » ou en ajoutant les mots « France Santé » sur les panneaux des maisons médicales que l'on sauvera la ruralité.

Le monde rural est pourtant un territoire d'avenir, 22 millions de personnes y vivent, y travaillent notamment nos agriculteurs bien malmenés en ce moment mais qui garantissent à notre pays une souveraineté alimentaire.

Il faut reprendre la main sur les budgets, sur l'organisation locale, sur la capacité d'agir et rappeler face au vacarme national que la ruralité n'est pas un problème mais une ressource pour le pays.

C'était mon coup de gueule du jour, je pense que beaucoup de mes collègues élus le partagent, mais il faut le crier fort, il faut continuer à se battre pour revendiquer le droit de vivre à la campagne.

Malgré ces contraintes, je reste convaincu que notre communauté possède des atouts : notre détermination, notre créativité, notre capacité à unir nos forces pour faire face aux difficultés.

Dans un peu plus de 2 mois auront lieu de nouvelles élections municipales avec de nouvelles règles que vous avez pu découvrir dans notre courrier de fin d'année.

Nous avons décidé de poursuivre l'aventure avec une équipe très peu renouvelée que vous découvrirez prochainement lors d'une réunion à cet effet, ce n'est pas l'objet aujourd'hui.

L'échéance à venir est un élément déterminant pour la vie de nos communes, je ne peux évidemment pas m'étendre sur ce sujet, je ne peux que vous exprimer mon souhait d'un moment démocratique dans le respect de chacun.

La route ne sera pas toujours facile, mais je suis certain que collectivement, nous continuerons à avancer avec courage.

Je vous invite à faire preuve d'entraide, de solidarité, à continuer à croire en notre jeunesse, en nos projets, en notre avenir commun.

J'évoquerai brièvement l'intercommunalité Grand Orb avec qui certaines communes ont eu du mal à travailler.

La suppression de l'antenne de l'école de musique de Lamalou a été le coup de tonnerre dans un ciel déjà bien orageux, surtout quand l'équipe dirigeante de Grand Orb avait fait de la culture le cheval de bataille de son mandat.

A cet effet, je veux remercier Guillaume DALERY, Maire de Lamalou les Bains, d'avoir créé dans un temps record une nouvelle école de musique à laquelle nous avons adhéré et dont le début d'activité est très prometteur (+ de 50 élèves inscrits).

Ceci a permis à de nombreux enfants de notre secteur de poursuivre leur enseignement musical ou de le découvrir.

Puisqu'on est à la période des vœux, je souhaite que la future gouvernance permette de renforcer le dialogue et la coopération entre toutes les collectivités sans exception afin de construire ensemble un avenir plus uni et plus solidaire.

Que cette année 2026 soit celle de la renaissance, de la résilience et du progrès pour notre commune.

Qu'elle soit guidée par des valeurs de solidarité, de fraternité et de partage.

Au nom du Conseil Municipal, je vous présente mes meilleurs vœux pour 2026.

Que cette nouvelle année vous soit heureuse, prometteuse, faite d'épanouissement personnels ou professionnels.

Qu'elle soit synonyme d'une vie meilleure notamment pour nos concitoyens qui sont dans la souffrance, la peine ou les difficultés.

Avant le traditionnel apéritif, je voudrais vous présenter et honorer un sportif de haut niveau que l'on peut rencontrer sur les hauteurs de notre commune : Mattar GARCIA.

Mattar est champion de France en titre de boxe catégorie poids lourds, titre qu'il a obtenu en mai 2025 et défendu victorieusement 2 fois, il reste invaincu à ce jour sur le circuit professionnel. Je crois savoir que 2026 va lui ouvrir les portes de l'Europe.

Je ne doute pas que le bon air de Maurian va l'aider à conquérir ce nouveau titre.

Mais Mattar GARCIA est aussi un homme au grand cœur, il a choisi de faire rayonner ses valeurs en parrainant l'association reconnue d'intérêt général « Les amis de Jean-Ba » association qui promeut l'intégration du handicap et favorise l'acceptation des différences dans la société.

Notamment à travers l'organisation et la participation à des événements sportifs, culturels ou musicaux.

Ce qui permet aux personnes en situation de handicap d'accéder et de participer à ces manifestations ou activités qui semblent parfois inaccessibles pour elles et donc de favoriser leur insertion dans la société.

Mattar GARCIA est un athlète d'exception dont le parcours et l'engagement vont au-delà du simple domaine du sport.

Par son courage, sa détermination et son exemplarité, il a su montrer que la force ne réside pas seulement dans la puissance physique, mais également dans la capacité à inspirer, à unir et à faire tomber des barrières.

C'est avec une grande reconnaissance que nous honorons aujourd'hui cet athlète exceptionnel et l'assurons de notre soutien dans ses futurs combats.

J'ai le grand plaisir de lui remettre la médaille qui le proclame citoyen d'honneur de la commune en reconnaissance de ses exploits sportifs et de son engagement en faveur d'une société plus inclusive.

Place maintenant à l'apéritif typiquement local :

Le buffet a été élaboré par « La Casa des Castel » traiteur sur la commune, Les vins sont de la Cave Coopérative d'Hérépian où nos viticulteurs locaux amènent leurs vendanges.

Le jus de pomme et plus original, le cidre et le pétillant de pommes, viennent de chez Emeric MAS, exploitant agricole sur la commune.

Merci également à Antoine qui a assuré bénévolement la sonorisation de la salle.

Merci de votre attention

Vive la commune de Taussac la Billière.